

Pour vous donner une idée de l'importance du Pacifique je puis faire remarquer que le tonnage des navires en mouvement dans ces ports s'est accru de 500,000 à 11 millions; au seul port de Vancouver l'année dernière il était de 2 millions.

J'arrive maintenant au grand point de mon argumentation. Nous maintenons qu'ils nous faut une défense sur la côte Pacifique et si on nous demande: "Défense de quoi?", je signalerai le bassin de radoub de Victoria, les quais et les bâtiments publics pour lesquels on a dépensé beaucoup d'argent. A Vancouver il y a une cale-sèche flottante qui a une très grande valeur; il y a les élévateurs et tout ce que l'Etat possède dans le port de Vancouver. Tout cela représente des millions et ce n'est pas fini. Trois lignes de chemin de fer y ont leur terminus. C'est à peu près la même chose à Prince-Rupert. Là aussi il y a un élévateur, le terminus d'une ligne transcontinentale. Sans exagérer, ces biens publics et privés représentent en chiffres ronds à peu près 200 millions de dollars. Or, si on voulait les assurer contre les risques de guerre, il faudrait verser une prime considérable. Le littoral est entièrement exposé et absolument sans défense sur une longueur de dix mille milles, en comptant les petits bras de mer; il faut aussi protéger le Fraser, ce grand fleuve qui arrose le centre de cette région.

Mais la raison la plus importante, celle sur laquelle je tiens à baser tout mon plaidoyer en faveur de l'adoption de mesures de défense, en supposant qu'il n'y en eût pas d'autre, c'est la protection du commerce maritime. A part de ce qui est transporté par voie ferrée, il entre et sort entre le Canada et les Etats-Unis, par mer, plus de deux millions de dollars de marchandises par jour. Mettons une moyenne de quatorze jours par voyage. Cela représente environ 15 millions de dollars de marchandises allant ou venant du Canada, qui sont constamment sur mer. Cela donnera à mes honorables collègues une idée de l'ampleur du commerce maritime. C'est évidemment ce commerce que viseraient les assaillants. Un torpilleur ennemi pourrait venir rançonner les villes de Victoria ou de Vancouver, ou encore faire sauter la cale-sèche; mais le plus grand dommage qu'on pourrait causer au Canada serait d'attaquer et de détruire sa marine de commerce. Les Allemands devaient se contenter de couler les navires, faute de pouvoir les interner dans leurs ports. Mais dans notre cas, ce serait différent: l'ennemi aurait le double avantage de pouvoir saisir et les navires et les marchandises. Ce n'est pas à des cuirassés, à des navires de guerre peu rapides qu'on confierait cette besogne, mais à des croiseurs légers ou à des

navires corsaires. Ils pourraient bombarder une ville et la rançonner, mais leur objectif serait de faire le blocus du littoral et de détruire les navires de commerce. La province de la Colombie-Anglaise serait la plus exposée, car c'est là que convergent les différentes lignes commerciales qui aboutissent au littoral. Un navire, une fois rendu en pleine mer, pourrait échapper, car l'océan est vaste et la flotte anglaise défendrait probablement les grandes voies maritimes; mais c'est pour les petits ports qu'il y a du danger. Voilà ce qu'il nous faut défendre dans le Pacifique.

On demandera: Contre qui pensez-vous qu'il faille se défendre? Nous avons tous observé les difficultés qui surgissent en Europe. Il suffit de lire les journaux pour voir qu'elle est constamment menacée d'une guerre. Dans le Pacifique, il y a sept nations intéressées, ou si l'on compte l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada pour une, cinq nations ayant de gros intérêts territoriaux, dont l'une d'elles peut précipiter une guerre n'importe quand, ou comme la Belgique, être entraînée dans un conflit absolument malgré elle.

Voyons si une guerre est possible. Je sais qu'il est très impopulaire de parler de la guerre, qui cause une sorte de réaction psychologique. Les souffrances que le peuple a endurées pendant et depuis la dernière guerre, la leur ont fait haïr; on veut l'oublier en n'en parlant pas. Les gens disent: Il n'y a pas de guerre il n'y en aura plus jamais. Mais nous manquerions à notre devoir de législateurs si nous fermions nos yeux à la réalité, tout disposés que nous soyons à le faire. On nous dit qu'il est inutile de parler de la guerre et qu'on a la Société des nations. Oui, on a la Société des nations. Cela me prendrait une heure pour vous citer les exposés des incapacités de la Société des nations; mais tous ceux qui sont au courant des événements vous diront que cette institution est une source de faiblesse pour la Grande-Bretagne qui n'en aurait jamais fait partie si elle avait pensé que les Etats-Unis se tiendraient à l'écart. La Grande-Bretagne doit faire face à de grands obstacles et de grands dangers à cause de son adhésion à la Société des nations. De deux choses l'une: Soit qu'elle abandonne la France, soit qu'elle use de la force à l'égard de plusieurs petits états des Balkans qui sont susceptibles à tout moment de causer des embarras. Il n'y a pas de doute que sa situation presque d'isolement au sein de la Société des nations ne soit une source de danger. Mais les Etats-Unis ne font pas partie de la Société. Une Société des nations qui ne comprend ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne, ni la Russie ou la Turquie, pays ayant une population totale de plus de 300 millions ou à peu près la